

Initiatives ministérielles

Mme Lynn Hunter (Saanich—les Îles-du-Golfe): Madame la Présidente, je voudrais faire une observation sur l'argument du député au sujet de la restructuration du régime fiscal. Je ne pense pas que sa nécessité fasse le moindre doute.

Je sais, car je reviens de ma circonscription, que l'opposition à la taxe sur les produits et services est très répandue et qu'aucune campagne de publicité sur le déficit ne parviendra à générer un appui pour cette initiative. Les petits entrepreneurs de ma circonscription sont furieux de voir que c'est ainsi que le gouvernement s'attaque au déficit. J'ai pu dire à mes électeurs—et le député voudra peut-être en parler—que le financement des programmes a été inférieur aux dépenses du gouvernement depuis deux ans.

Le vrai problème, ce sont les taux d'intérêt et cela nous ramène à la mauvaise gestion des mesures fiscales par le gouvernement. Le gouvernement devrait avoir le courage de parler de sa politique des taux d'intérêt, de répondre à la fureur que provoquent ces taux d'intérêt et d'envisager les conséquences pour les petites entreprises de ma circonscription et d'ailleurs, car c'est la petite entreprise qui crée les emplois dans ce pays. C'est la petite entreprise qui crée la richesse.

Je demande au député comment il répond à l'analyse qui démontre que ce sont les taux d'intérêt élevés, plutôt que le financement des programmes, qui font grandir la dette.

M. Malone: Madame la Présidente, je partage l'avis de la députée de Saanich—les Îles-du-Golfe qui reconnaît, comme la plupart des députés, que les petites entreprises sont le moteur de notre société et qu'elles contribueront assurément à la croissance du Canada, autant pour ce qui est de générer des richesses que de créer des emplois. On ne peut pas en dire autant des grandes entreprises.

• (1800)

Cependant, je veux répondre aux deux volets de sa question. Premièrement, la TPS. J'approuve tout à fait la taxe sur les produits et services parce que j'estime qu'elle est beaucoup plus équitable que l'actuelle taxe sur les ventes des fabricants.

J'aimerais donner à la députée un exemple qui me touche de très près, celui d'un constructeur d'autocaravanes de luxe. Actuellement, il paie la taxe sur les ventes

des fabricants sur les châssis, les carrosseries et les moteurs qu'ils achètent. En plus, il achète les tapis, le mobilier, les téléviseurs, les appareils téléphoniques, les radios, les couchettes, les fauteuils pivotants, les tables, et pratiquement tout ce qu'on trouve dans ces véhicules et sur chaque article, il paie cette taxe. Il additionne tous ces coûts, les ajoute à sa marge de profit et, comme il est lui-même un fabricant, il doit aussi calculer cette taxe sur le produit fini.

La députée peut-elle me dire comment ce mode de taxation aide les petits entrepreneurs à être concurrentiels? Avec cette taxe, n'y aura-t-il pas plus de produits fabriqués aux États-Unis? Le meilleur moyen de mettre fin à l'invasion des produits importés au Canada n'est-il pas de modifier cette taxe élevée sur les ventes des fabricants qui se répercute à tous les différents paliers, jusqu'au transport et aux prix de gros et de détail. Elle fait augmenter la taxe que les Canadiens paient sans s'en apercevoir. Elle limite notre capacité d'exporter et rend les importations plus attrayantes. Je demande à la députée de Saanich—les Îles-du-Golfe de prouver aux petits entrepreneurs que c'est ainsi qu'on fait des affaires.

La députée a également parlé des taux d'intérêt. Examinons la question. Nous avons au Canada, cette année, un exemple vivant de ce qui se passe avec ces taux. Il serait bon d'être en mesure d'appeler tout simplement le gouverneur de la Banque du Canada et de lui demander de baisser les taux d'intérêt de 1 p. 100, de 4 p. 100, de 10 p. 100 ou de tout autre chiffre que le NPD voudrait bien choisir. Les néo-démocrates aimeraient peut-être qu'il n'y ait aucun taux d'intérêt, aucun frais de financement.

Cependant, le NPD devrait se rappeler que le gouverneur de la Banque du Canada a déjà fait une tentative en ce sens cette année. Il a baissé le taux de 0,25 p. 100 et en l'espace d'une semaine, le dollar canadien a été soumis à des pressions incroyables. Le Canada a dû dépenser quelques milliards afin de faire remonter le cours du dollar. Ainsi, que se passe-t-il avec les néo-démocrates? Bien entendu, ils ignorent tout de l'incident qui a eu lieu il y a moins de deux mois. Ils ne savent absolument pas dans quelle mesure le Canada a dépassé sa capacité de payer. Ce n'est pas que le gouvernement fédéral qui emprunte, mais également les gouvernements provinciaux et municipaux et les Canadiens eux-mêmes.